

Tunisie : opération séduction en direction des investisseurs étrangers



© Fethi Belaïd, AFP | Le Premier ministre tunisien, Youssef Chahed, attend les 29 et 30 novembre à Tunis

Dernière modification : 28/11/2016

La Tunisie accueille mardi et mercredi une conférence internationale destinée à remettre le pays "sur la carte des investisseurs" et soutenir une économie qui, près de six ans après la révolution, peine à sortir de l'ornière.

"Combien vous aimez la Tunisie ?" Tel est le thème de la conférence internationale que Tunis accueille, mardi 29 et mercredi 30 novembre, dans le but de remettre le pays "sur la carte" des investisseurs et, plus largement, d'obtenir un soutien accru pour son économie, dont l'atonie menace la fragile démocratie.

Six ans après sa révolution, l'unique pays rescapé des Printemps arabes n'est toujours pas parvenu à sortir de la morosité économique : son appareil productif est cahoteux et son attractivité a pâti de l'instabilité après la chute du dictateur Zine el-Abidine Ben Ali.

PUBLICITÉ

Avec une croissance molle de 1 %, un chômage massif et un creusement inquiétant des déficits, la Tunisie est en "état d'urgence économique", martèle le gouvernement d'union. Celui-ci est entré en fonctions fin août après que son prédécesseur eut été jugé en échec sur ces dossiers.

>> À lire sur France 24 : "Tunisie : les défis qui attendent le nouveau gouvernement d'union"

Sur le plan politique, l'émir du Qatar, Tamim ben Hamad al-Thani, et les Premiers ministres français Manuel Valls et algérien Abdelmalek Sellal figureront parmi les 2 000 participants. Ils prendront la parole mardi matin, dans la foulée du président tunisien, Béji Caïd Essebsi.

Dans un autre registre, les grands bailleurs de fonds "partenaires traditionnels de la Tunisie" - Banque mondiale, Banque européenne d'investissement, Banque africaine de développement, etc. - seront également de la partie.

Quelque 30 milliards d'euros sur la table

Mais alors que plus de 140 projets, pour des montants évalués à près de 30 milliards d'euros, seront sur la table, le gouvernement dit aussi vouloir se lancer dans une opération de charme à destination du privé. "L'idée, c'est de sortir de la conférence avec la destination Tunisie remise sur la carte de l'investissement en Méditerranée", explique à l'AFP Fadhel Abdelkefi, le ministre du Développement, de l'Investissement et de la Coopération internationale.

Ce jeune responsable aura la charge de présenter le plan de développement 2016-2020 adopté l'an dernier, et surtout, selon lui, le "nouveau climat des affaires" en Tunisie. À ce titre, un nouveau code de l'investissement, qui doit permettre "une simplification des procédures" administratives, entrera en vigueur au 1er janvier, après des années d'attente.

>> À lire sur France 24 : "Qui est Youssef Chahed, le nouveau Premier ministre tunisien ?"

D'autres mesures suivront, dont l'instauration d'un guichet unique pour les gros investisseurs, promet le gouvernement. "La Tunisie est un site extrêmement compétitif. Elle a déjà su attirer plus de 3 500 entreprises [étrangères] qui produisent en Tunisie, exportent, utilisent la logistique [...] un bassin d'emploi profond et qualifié", plaide Fadhel Abdelkefi.

Parallèlement, alors que la situation sécuritaire est jugée "stable" après une année 2015 cauchemardesque (dont trois attentats du groupe État islamique qui ont fait 72 morts), le gouvernement clame sa volonté farouche de lutter contre les grands fléaux de l'économie : la contrebande et la corruption.

"Créer de l'emploi"

"Nous luttons au quotidien et sommes en train de faire évoluer l'arsenal juridique et législatif qui était un peu en retard", explique à l'AFP le chef du gouvernement, Youssef Chahed. Sur le rendez-vous de mardi et mercredi, il fait lui aussi valoir que "la Tunisie, aujourd'hui, a besoin d'investissement direct étranger, et la conférence sera l'occasion de redémarrer la machine pour créer de l'emploi".

À 41 ans, Youssef Chahed est confronté au désenchantement d'une population, en particulier des jeunes, qui n'a vu venir aucune amélioration ces dernières années malgré les promesses de la révolution. L'hôte tunisien fera par conséquent grand cas de la nécessité de soutenir plus activement sa transition économique et sociale afin d'"ancrer définitivement la Tunisie dans le rang des pays démocratiques".

Parmi les projets qui seront présentés figurent des grands travaux d'infrastructure, dont le financement serait créateur d'emplois directs et qui auraient une portée symbolique. Mais la Tunisie compte aussi en profiter pour promouvoir des secteurs d'avenir comme l'économie numérique, la santé ou les énergies renouvelables.

Déjà, l'Union européenne (UE) a annoncé un doublement de son soutien financier en 2017, à 300 millions d'euros. Et, après avoir ouvert la conférence, le président Essebsi se rendra à Bruxelles mercredi et jeudi pour des entretiens avec les principaux dirigeants de l'UE.

Première publication : 28/11/2016